

ZERHOUNI À PROPOS DE HASSAN HATTAB : «Il a un statut spécial»

Le gouvernement ne fait plus mystère de la situation de l'ancien émir national du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), Hassan Hattab. Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Yazid Zerhouni a avoué, hier, à Blida, au cours de son traditionnel point de presse ponctuant les visites présidentielles, que Hattab bénéficie d'un statut spécial.

De notre envoyé spécial à Blida, Sofiane Aït-Ifilis

Enfin, les autorités lâchent la vérité sur le cas de ce chef terroriste repent mais sur qui la justice n'arrive toujours pas à mettre la main.

Hassan Hattab, qui renouvelait tout récemment son appel au repentir, se trouve entre les mains des services de sécurité et son dossier et sa situation sont gérés en étroite collaboration avec la justice.

«Hassan Hattab a un statut spécial. Son dossier est géré en collaboration avec la justice. C'est une situation atypique. Mais il faudra que la justice tranche en définitive», a affirmé presque spontanément le ministre de l'Intérieur.

Un ministre qui, avec son naturel habituel, a esquissé un sourire de bien entendu lorsque la question de savoir si Hattab a été récupéré et collaborait avec les ser-

vices de sécurité lui a été posée.

«Qualifiez-le comme vous voulez», a-t-il rétorqué, le sourire bien imprimé sur son visage.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales s'est, par ailleurs, montré satisfait des impacts des appels de Hassan Hattab au repentir en direction des groupes terroristes encore en activité.

«Il y a eu des ralliements. Les appels ont également généré des tensions au sein des groupes terroristes», a-t-il soutenu.

Interrogé aussi sur le bilan des opérations de lutte antiterroriste, le ministre de l'Intérieur a considéré qu'«au cours des deux derniers mois, les services de sécurité et l'Armée nationale populaire ont obtenu d'excellents résultats.

La reddition de Ben Touati, un émir de la région centre, et l'élimi-



Photo : Samir Sid

Zerhouni satisfait des impacts des appels de Hattab en direction des groupes encore en activité.

nation d'un terroriste aux Issers qui, lui, était dans les réseaux de soutien depuis le tout début des années 1990, en sont la meilleure preuve».

Sur un plan plus global, Yazid Zerhouni a estimé que la situation sécuritaire s'est nettement améliorée, citant pour l'exemple la wilaya de Blida qui a repris de vivre après les dures années de diktat terroriste du milieu des années 1990.

«Avant, si vous vous aviez de vous rendre à Blida, les amis vous conseillaient de voyager

de jour et surtout de repartir à la mi-journée. Car, dès qu'approche la fin de l'après-midi, personne à Blida ne s'aventurerait à sortir. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.»

Le ministre de l'Intérieur a, en outre, rectifié quelque peu sa déclaration à propos des attentats à la bombe artisanale qui ont secoué la wilaya de Tébessa la semaine dernière et qui ont fait sept morts.

«Je n'ai jamais minimisé ces attentats. J'ai juste dit que ce genre d'attentats n'était pas

nouveau. Nous avons de sécurité ont sauté sur eu plusieurs cas où des des mines enfouies.»
patrouilles des services

S. A. I.

TIZI-OUZOU **Dix ans de prison pour des trafiquants d'armes**

Tout s'est enchaîné il y a près de deux ans, selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, lorsqu'une enquête de la police judiciaire de Tizi-Ouzou a abouti à l'arrestation de D. Mohamed pour détention de stupéfiants.

La surprise des policiers était grande lorsqu'ils trouvèrent sur le délinquant un PA de marque Beretta. Les investigations menées dès lors finirent par établir l'existence d'un réseau de trafiquants d'armes à feu ayant pour plaque tournante la ville de Barika, dans la wilaya de Batna. C'est de là que D. Mohamed, parti pour les besoins de son commerce de revendeur d'effets vestimentaires, fit la connaissance de R. Khaled, celui qui lui a vendu le Beretta.

L'enquête, menée pour l'essentiel à Barika, a abouti à l'arrestation de M. Abdellah, R. Khaled, L. Hamdi et D. Farid. Le quatuor a été jugé, mardi soir, par le tribunal criminel de Tizi-Ouzou. Les juges n'ont pas suivi le réquisitoire du procureur de la République qui avait requis 20 ans de prison pour les quatre membres principaux du réseau puisque, en fin de compte, ils ont été condamnés à 10 ans pour association de malfaiteurs, vente et détention d'armes à feu de catégorie 4 sans autorisation.

Les deux autres personnes impliquées dans cette affaire, D. Mohamed et B. Khaled, jugés en tant que prévenus libres, devront purger des peines de prison, respectivement, de 6 et 5 ans.

Par ailleurs, dans une autre affaire mettant en cause Z. Kamel, un ancien garde communal du détachement de Dellys, dans la wilaya de Boumerdès, les juges se sont prononcés pour une peine de 6 ans de prison à l'encontre de l'accusé qui, selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, a reconnu avoir été un des membres d'un réseau de soutien à l'un des groupes terroristes d'Al Ansar activant dans un périmètre de la zone II du GSPC comprenant notamment la forêt de Mizrana.

C'est, a-t-il expliqué, lors de son arrestation, et sous la menace qu'il a été amené à approvisionner les groupes terroristes en denrées alimentaires et surtout leur fournir des renseignements sur les mouvements des services de sécurité.

Toutefois, lors de son passage devant les juges, mardi soir, il est revenu sur ses aveux, ce qui a attendri la cour qui l'a condamné à 6 ans de prison ferme alors que le représentant du ministère public en avait requis dix.

M. Azedine

ARRESTATION DE 11 TERRORISTES

Ils préparaient un attentat contre Bouteflika

Détenant des tracts qui incitaient à commettre des attentats contre le président de la République, onze terroristes, arrêtés il y a douze jours par les éléments de la section de recherches du groupement de la gendarmerie de Blida, ont été présentés, hier, devant le procureur du tribunal de Blida, lequel a demandé leur placement sous mandat de dépôt pour soutien et apologie du terrorisme, falsification de documents et détention d'armes prohibées.

Ces terroristes, qui jusque-là n'étaient pas connus des services de sécurité et dont l'âge varie entre 25 et 40 ans, ont été débusqués après que leurs noms eurent été trouvés dans le répertoire du téléphone portable d'un des deux terroristes abattus il y a quelques jours à Bougara.

Affiliés à Al-Qaïda Maghreb, ils avaient pour mission, révèle

l'enquête, d'acheminer mensuellement au maquis la quantité de 45 quintaux de denrées alimentaires.

Le chef de ce groupe, un certain Abou Hafs, 34 ans, était en relation directe, nous dit-on, avec Abdelmalek Droukdel, chef du GSPC.

Il lui fournissait toutes les informations concernant l'activité terroriste dans la région de Blida. Ancien combattant de la

guerre de Tchécénie, Abou Hafs a intégré l'action terroriste au début des années 1990 alors qu'il n'avait que 16 ans.

Les onze personnes arrêtées ont révélé aux enquêteurs, apprend-on, qu'ils assistaient aux réunions tenues chaque été dans les maquis de Beni Haoua dans la wilaya de Chlef, auxquelles participaient pas moins de 200 islamistes.

C'est dans ces rassemblements, indique-t-on, que les terroristes reçoivent les instructions quant à leurs activités. Ils se scindent ensuite en petits groupes, révèlent-ils, pour se consacrer à l'apologie du terrorisme dans les mosquées. La plus fréquentée par ces

groupes était la mosquée El Moudjahid de Blida. C'était là qu'ils récoltaient les fonds sous couvert de la zakat.

En raison des pressions exercées sur eux par les forces de sécurité dans les montagnes de Kabylie, ces derniers informeront les gendarmes que les factions terroristes affiliées à Al-Qaïda Maghreb se sont rabattues sur la chaîne de montagnes qui s'étend de Tamezguida à Bouzegza d'où ils planifient leurs attentats sur Alger.

Il est à noter qu'à l'heure où nous mettons sous presse, les onze terroristes arrêtés défilaient encore devant le juge d'instruction.

H. M.